



# **COMMUNE D'ESSERTINES-SUR-ROLLE**

## **RÈGLEMENT COMMUNAL SUR L'ÉVACUATION ET L'ÉPURATION DES EAUX**

## I. DISPOSITIONS GENERALES

- Objet - Bases légales**      **Article premier.-** Le présent règlement a pour objet la collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux usées et claires sur le territoire de la Commune d'Essertines-sur-Rolle.
- Il est édicté en exécution des prescriptions fédérales et cantonales en matière de protection des eaux, dont l'application est réservée.
- Planification**                      **Art. 2.-** La Municipalité procède à l'étude générale de l'évacuation et de l'épuration des eaux. Elle dresse le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) communal soumis à l'approbation du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité ci-après : Le Département) par l'intermédiaire de la Direction générale de l'environnement (ci-après : la DGE).
- Avec le PGEE, pour autant que le PGEE soit régulièrement mis à jour au sens de l'art. 5 de l'ordonnance sur la protection des eaux, la Municipalité dispose d'un outil avec lequel elle planifie non seulement la réalisation, mais aussi l'exploitation, l'entretien et le financement du système d'évacuation des eaux de la commune.
- Périmètre du réseau d'égouts**                      **Art. 3.-** Le périmètre du réseau d'égouts comprend l'ensemble des fonds (bâti ou non) classés en zone constructible selon le plan d'affectation et, en dehors de cette zone, les fonds bâtis dont le raccordement au réseau public peut être raisonnablement exigé compte tenu du coût et de la faisabilité.
- Les fonds compris dans le périmètre ainsi défini sont dits «raccordables» par opposition aux fonds «non raccordables» sis à l'extérieur dudit périmètre.
- Evacuation des eaux**                      **Art. 4.-** Dans le périmètre du réseau d'égouts, les eaux polluées, de nature à contaminer les eaux dans lesquelles elles seraient déversées, doivent être raccordées au réseau d'eaux communal et relié à la station d'épuration centrale. Ces eaux sont dénommées ci-après «eaux usées».
- Les autres eaux, non polluées, ne doivent pas parvenir à la station d'épuration centrale. Elles sont appelées ci-après «eaux claires».
- Sont notamment considérées comme eaux claires :
- les eaux de fontaines et les eaux de sources;
  - les eaux de refroidissement et de pompes à chaleur;
  - les eaux de drainage;
  - les trop-pleins de réservoirs;
  - les eaux pluviales en provenance de surfaces rendues imperméables, tels que toitures, terrasses, chemins, cours, etc.
- Si les conditions hydrogéologiques le permettent, les eaux claires doivent en premier lieu être infiltrées dans le sous-sol, après obtention d'une autorisation du Département.
- Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, ces eaux peuvent être évacuées dans les eaux superficielles, via les équipements publics ou privés, après l'obtention d'une autorisation du Département.
- Si l'augmentation de débit des eaux claires due aux constructions ne peut être supportée par le cours d'eau eu égard aux rejets existants, des mesures de

rétenion peuvent être exigées au sein des constructions et de leurs aménagements extérieurs.

**Champ d'application** **Art. 5.-** Le présent règlement s'applique aux propriétaires, usufruitiers ou superficiaires de fonds raccordables.

Les conditions d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de fonds non raccordables sont arrêtés par le Département et par les articles 21 et 22 ci-après.

## **II. EQUIPEMENT PUBLIC**

**Définition** **Art. 6.-** L'équipement public comprend l'ensemble des installations nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux provenant des fonds raccordables.

Il est constitué (cf. schéma annexé) :

- a) d'un **équipement de base** comprenant la station centrale d'épuration et ses ouvrages annexes ainsi que les canalisations de transport, en principe hors zone constructible ;
- b) d'un **équipement général** comprenant les canalisations de concentration et leurs ouvrages annexes, en principe en zone constructible;
- c) d'un **équipement de raccordement** comprenant les canalisations destinés à relier les divers biens-fonds à l'équipement général.

**Propriété - Responsabilité** **Art. 7.-** La commune est propriétaire des installations publiques d'évacuation et d'épuration ; elle pourvoit, sous la surveillance de la Municipalité, à leur construction, à leur entretien et à leur fonctionnement régulier.

Dans les limites du Code des obligations, la commune est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

Les nuisances résultant des travaux sur les installations publiques (reflux des eaux ou de l'air, interruption de l'écoulement, perturbation de la circulation des véhicules et des piétons, etc.), ne donnent droit à aucun dédommagement, cela pour autant que les travaux soient réalisés dans les règles de l'art.

**Réalisation de l'équipement public** **Art. 8.-** La réalisation de l'équipement public est opérée conformément au PGEE ; elle fait l'objet de plans soumis à enquête publique, qui font notamment distinction des ouvrages faisant partie de l'équipement de base, de l'équipement général et de l'équipement de raccordement.

L'équipement public est construit, selon les besoins, en une ou plusieurs étapes.

**Droit de passage** **Art. 9.-** La commune acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à l'aménagement et l'entretien des installations publiques.

Elle peut accéder en tout temps à ses équipements pour leur entretien et tout contrôle ou travaux nécessaires.

Les droits de passage et autres restrictions de propriété ne donnent droit à aucune indemnité. Sont excepté les indemnités en raison de dommages causés lors de la réalisation des travaux ou de l'exploitation du réseau, dans la mesure définie à l'article 7 al.3.

Les constructions érigées au droit et à proximité immédiate du réseau public ne doivent pas mettre en péril l'intégrité et le bon fonctionnement de celui-ci.

### **III. EQUIPEMENT PRIVE**

- Définition** **Art. 10.-** L'équipement privé est constitué de l'ensemble des canalisations et installations reliant un bien-fonds à l'équipement public (cf. schéma annexé).  
Le cas échéant, les installations de prétraitement et de relevage font également partie de l'équipement privé.
- Propriété - Responsabilité** **Art. 11.-** L'équipement privé, même situé sous le domaine public et jusqu'au raccordement sur le réseau public, appartient au propriétaire ; sauf convention contraire, ce dernier en assure à ses frais la construction, l'entretien et le fonctionnement, sous le contrôle de la Municipalité.  
A cette fin, il doit faire procéder au curage de sa canalisation jusqu'à la canalisation principale, aussi souvent que nécessaire et la première fois avant sa mise en fonction.  
Dans les limites du Code des obligations, le propriétaire est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.
- Droit de passage** **Art. 12.-** Le propriétaire dont l'équipement privé doit emprunter le fonds d'un tiers acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à son aménagement et à son entretien.  
Lorsque la construction ou l'entretien d'un équipement privé nécessite des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit préalablement obtenir l'autorisation du Service cantonal ou communal compétent.  
Les constructions érigées au droit et à proximité immédiate du réseau privé ne doivent pas mettre en péril l'intégrité et le bon fonctionnement de celui-ci.
- Prescriptions de construction** **Art. 13.-** Les équipements privés sont construits en respectant les normes professionnelles et les prescriptions techniques du présent règlement (chapitre V ci-après), par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire.
- Obligation de raccorder ou d'infiltrer** **Art. 14.-** Lorsqu'un propriétaire d'un bien-fonds aménagé compris dans le périmètre du réseau d'égouts doit évacuer ses eaux, il est tenu de respecter le point de raccordement fixé par la Municipalité, ainsi que les conditions fixées par celle-ci.  
Les eaux claires sont évacuées par infiltration conformément à l'art. 4 du présent règlement.
- Contrôle municipal** **Art. 15.-** La Municipalité fixe pour le surplus les délais et autres modalités de raccordement à l'équipement public; elle procède au contrôle des installations avant le remblayage des fouilles et peut exiger, à la charge du propriétaire, des essais d'étanchéité.  
La Municipalité peut accéder en tout temps aux équipements privés pour vérification. En cas de défectuosité dûment constatée, elle en ordonne la réparation ou, au besoin, la suppression aux frais du propriétaire, dans le délai qu'elle lui aura fixé. Dans ce cas, elle peut également mettre les frais liés aux

contrôles des équipements après correction des défauts à la charge des propriétaires.

**Reprise**

**Art. 16.-** Si des ouvrages faisant partie de l'équipement privé font ultérieurement fonction d'équipement public, la commune procède à leur reprise. Les ouvrages sont repris en l'état, pour un prix fixé à dire d'expert, en cas de désaccord.

**Adaptation du système d'évacuation**

**Art. 17.-** Lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, les propriétaires d'équipement privés évacuant de manière non différencié leurs eaux usées et leurs eaux claires, sont tenus de réaliser à leur frais, des évacuations conformes à l'article 4; le cas échéant, dans un délai fixé par la Municipalité.

## **IV. PROCÉDURE D'AUTORISATION**

**Demande d'autorisation**

**Art. 18.-** Aucun travail ne peut être commencé sans l'autorisation de la Municipalité. Avant de construire son équipement privé et de le raccorder à une canalisation publique, le propriétaire présente à la Municipalité une demande écrite d'autorisation, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande doit être accompagnée d'un plan de situation au format A4 au minimum, extrait du plan cadastral et indiquant le diamètre intérieur, la pente, la nature et le tracé des canalisations, ainsi que l'emplacement et la nature des ouvrages spéciaux (grilles, fosses, ouvrages d'infiltration, de rétention, chambres de visite, séparateurs, stations de pompage, etc.). Pour ces derniers, une notice technique doit également être jointe à la demande d'autorisation. Le propriétaire doit aviser la Municipalité de la mise en chantier.

La Municipalité vérifie l'adéquation du mode d'évacuation, sur la base du PGEE. Elle peut exiger un essai d'infiltration.

Avant le remblayage des fouilles, le propriétaire est tenu d'aviser la Municipalité, afin qu'elle puisse procéder au contrôle de la bien facture des équipements. Si le propriétaire ne respecte pas cette condition, la fouille peut être ouverte une nouvelle fois, à ses frais.

A la fin des travaux, avant la délivrance du permis d'habiter, la Municipalité procède au contrôle de la conformité du séparatif de tous les branchements par coloration des eaux. Si le premier contrôle s'avère non-conforme, des contrôles supplémentaires seront réalisés jusqu'à la conformité complète des raccordements. Tous ces contrôles sont à la charge des propriétaires.

Un exemplaire du plan d'exécution avec toutes les indications mentionnées ci-dessus, mis à jour et comportant les cotes de repérages, est remis par le propriétaire à la Municipalité après l'exécution des travaux et ceci avant la délivrance du permis d'habiter.

**Eaux artisanales ou industrielles**

**Art. 19.-** Les entreprises artisanales ou industrielles doivent solliciter du Département l'octroi d'une autorisation spéciale pour déverser leurs eaux usées dans la canalisation publique, que le bâtiment soit ou non déjà raccordé à l'équipement public.

Les entreprises transmettront au Département, par l'intermédiaire de la Municipalité, le projet des ouvrages de prétraitement pour approbation.

<b>Transformation ou agrandissement</b>	<p><b>Art. 20.-</b> En cas de transformation ou d'agrandissement d'immeubles, d'entreprises industrielles, de modification de l'équipement d'évacuation des eaux usées ou de la nature de celles-ci, les intéressés doivent se conformer à la procédure des articles 18 et 19.</p>
<b>Epuration des eaux hors du périmètre du réseau d'égout</b>	<p><b>Art. 21.-</b> Lorsque la Municipalité estime qu'une construction, génératrice d'eaux usées, est située hors du périmètre du réseau d'égout, donc non raccordable à la station d'épuration centrale, elle transmet au Département une demande pour l'assainissement des eaux usées de cette construction.</p> <p>Le dossier de demande comporte un plan cadastral de la construction avec les coordonnées géographiques, un extrait de la carte nationale au 1:25'000 localisant la construction et les cours d'eaux voisins, avec les canalisations y aboutissant, ainsi qu'une description du système d'épuration et de l'exutoire existants. Il sera également précisé l'importance des eaux usées (résidence principale, résidence secondaire, nombre de pièces habitables, nombre d'habitants).</p> <p>Si des transformations ou un agrandissement sont envisagés, les indications fournies porteront également sur l'état après la réalisation des travaux. Dans un tel cas, ou lorsqu'une nouvelle construction est projetée, la Municipalité prendra préalablement contact avec le Service en charge de l'aménagement du territoire, afin de définir la procédure à suivre.</p>
<b>Obtention de l'autorisation cantonale pour une épuration individuelle</b>	<p><b>Art. 22.-</b> Lorsque, selon l'art. 21, le Département reçoit une demande, celui-ci vérifie tout d'abord que la construction concernée se situe hors du périmètre du réseau d'égouts. Le cas échéant, cette instance détermine la marche à suivre en vue de l'obtention de l'autorisation cantonale requise pour la réalisation et l'exploitation d'une installation d'épuration.</p> <p>L'étude, la réalisation et l'exploitation des installations d'épuration, situées hors du périmètre du réseau d'égouts, sont à la charge du propriétaire.</p>
<b>Eaux claires</b>	<p><b>Art. 23.-</b> Les eaux claires ne doivent pas être traitées par les installations d'épuration des eaux usées. Elles doivent être évacuées selon les dispositions de l'article 4.</p> <p>Les eaux usées traitées ne doivent pas être évacuées dans le sous-sol par un ouvrage servant également à l'évacuation des eaux claires.</p>
<b>Octroi du permis de construire</b>	<p><b>Art. 24.-</b> La Municipalité ne peut délivrer de permis de construire, dans les cas prévus aux articles 21 et 22, avant l'octroi de l'autorisation du Département.</p>

## **V. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

<b>Construction</b>	<p><b>Art. 25.-</b> Pour tenir compte du gel et des charges dues au trafic, les canalisations se trouvant à l'extérieur des bâtiments sont posées à un mètre de profondeur au moins, faute de quoi toutes les précautions techniques sont prises pour assurer leur fonctionnement et leur stabilité.</p> <p>Les canalisations d'eaux usées et d'eaux claires doivent être placées à une profondeur plus grande que celles des conduites du réseau d'eau potable pour empêcher une pollution éventuelle de ces dernières.</p>
---------------------	--

- Conditions techniques**    **Art. 26.-** Les canalisations et les chambres de visite sont réalisées selon les lois, normes et recommandations professionnelles en vigueur et dans le respect des règles de l'art et l'état de la technique.
- Le diamètre minimum est de 15 cm pour les eaux usées et de 15 cm pour les eaux claires.
- En cas de risque de refoulement, la pose d'un clapet anti-refoulement peut être prescrite aux frais du propriétaire.
- Lors de la pose des canalisations, la norme SN 592000 est à respecter. Toutes les canalisations sont à bétonner à l'exception des canalisations garantissant des charges statiques et dynamiques élevées.
- La Municipalité fixe les conditions techniques de raccordement.
- Des chambres de visite de 80 cm de diamètre sont créées sur l'équipement privé, pour les eaux claires et pour les eaux usées. Les changements de direction en plan ou en profil se font dans les chambres de visite. Une chambre de visite commune, eaux claires et eaux usées, même avec séparation intérieure, n'est pas autorisée.
- La Municipalité peut contraindre les propriétaires à faire réaliser à leur charge d'éventuelles modifications des équipements liés à l'évacuation des eaux rendus nécessaires par la configuration des lieux ou les circonstances particulières.
- Raccordement**            **Art. 27.-** Le raccordement de l'équipement privé doit s'effectuer sur les canalisations publiques dans les chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum, existantes ou à créer, ou par pièces spéciales posées sur la canalisation publique.
- De préférence et pour autant que les conditions locales le permettent, le raccordement doit s'effectuer par-dessus la canalisation publique et y déboucher dans le sens de l'écoulement. L'article 18 demeure réservé.
- Eaux pluviales**            **Art. 28.-** En limite des voies publiques ou privées, les eaux de surfaces doivent être récoltées et infiltrées, voire conduites aux canalisations privées ou publiques d'eaux claires, selon les modalités, et à un emplacement approuvé par la Municipalité.
- Les raccordements privés amenant directement ou indirectement les eaux de surface à la canalisation publique doivent être munis d'un sac-dépotoir avec grille, d'un type admis par la Municipalité.
- Prétraitement**            **Art. 29.-** Les propriétaires de bâtiments dont les eaux usées ne peuvent, en raison de leur qualité, être dirigées sans autre vers les installations collectives d'épuration, sont tenus de construire, à leurs frais, une installation de prétraitement conforme aux prescriptions du Département.
- En cas de transformation ou d'agrandissement ultérieur du bâtiment, celle-ci est adaptée le cas échéant aux caractéristiques nouvelles du bâtiment et à l'évolution de la technique.
- La Municipalité ou le Département peut procéder en tout temps à des contrôles de la conformité des installations de prétraitement et en exiger la mise en conformité et/ou l'adaptation à l'évolution de la technique aux frais du propriétaire

- Artisanat et industrie** **Art. 30.-** Les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux résiduaires provenant d'exploitations artisanales ou industrielles doivent correspondre en tout temps aux exigences de l'Ordonnance fédérale sur la protection des eaux, ainsi qu'aux prescriptions particulières du Département.
- Les eaux usées dont la qualité, la quantité ou la nature sont susceptibles de perturber le fonctionnement des installations d'évacuation et d'épuration sont soumises à un traitement approprié avant leur introduction dans la canalisation publique.
- La Municipalité ou le Département peut requérir, aux frais du propriétaire, la construction d'installations spéciales de rétention, d'épuration ou de désinfection des eaux usées provenant de bâtiments évacuant à la canalisation publique des eaux usées susceptibles de représenter des inconvénients ou des dangers pour l'hygiène ou la santé publique.
- Toute modification de programme ou de procédé de fabrication ayant une incidence sur les caractéristiques (quantité ou qualité) des eaux résiduaires déversées, est annoncée au Département et à la Municipalité qui font procéder, le cas échéant, à des analyses aux frais de l'exploitant.
- Le Département prescrit les mesures éventuelles à prendre.
- Plan des travaux exécutés (artisanat et industrie)** **Art. 31.-** Un exemplaire des plans des travaux exécutés est remis par le propriétaire à la Municipalité et au Département. Les différents réseaux d'eaux claires, usées, ménagères, sanitaires, artisanales ou industrielles, doivent figurer sur ces plans ainsi que les installations de prétraitement avec leur évacuation. Un mémoire technique précisant la nature et la fonction de ces installations doit y être joint
- Contrôle des rejets (artisanat et industrie)** **Art. 32.-** L'autorité cantonale compétente ou la Municipalité peuvent en tout temps faire analyser et jauger les rejets aux frais de l'exploitant. Sur demande, l'exploitant peut être tenu de présenter une fois par an, un rapport de conformité aux lois et ordonnances fédérales et cantonales applicables en matière de rejets.
- Cuisines collectives et restaurants** **Art. 33.-** Les eaux résiduaires des cuisines collectives (établissements publics ou privés, hospitaliers, entreprises et restaurants) ou provenant de toute autre activité susceptible de perturber le bon fonctionnement du réseau d'assainissement par des dépôts de graisse comestibles, doivent être prétraitées par un séparateur de graisses, conformément aux prescriptions du Département. Les articles 19 et 29 sont applicables.
- Ateliers de réparations des véhicules, carrosseries, places de lavage** **Art. 34.-** Les eaux résiduaires des ateliers de réparations de véhicules, des carrosseries et des places de lavage doivent être traitées conformément aux prescriptions du Département. Les articles 19 et 29 sont applicables.
- Garages privés** **Art. 35.-** L'évacuation des eaux des garages collectifs doit être conforme aux normes des associations professionnelles (SN 592 000 Evacuation des eaux des biens-fonds) et aux prescriptions du Département.
- Pour les garages individuels ou familiaux, 2 cas sont en principe à considérer :
- a) l'intérieur du garage est dépourvu de grille d'écoulement : le radier doit être étanche et faire rétention en cas d'écoulement accidentel d'hydrocarbures. Les eaux de pluie récoltées par la grille extérieure

doivent être infiltrées ou déversées dans la canalisation publique des eaux claires.

b) l'intérieur du garage dispose d'une grille d'écoulement : les eaux résiduaires récoltées par la grille doivent être déversées dans la canalisation publique des eaux usées, conformément aux directives de la Municipalité.

S'il n'est pas possible d'exclure un risque d'écoulement depuis l'intérieur du garage dans une grille extérieure d'eaux claires, des mesures seront prises pour retenir une fuite accidentelle d'hydrocarbures, par exemple à l'aide d'un dépotoir muni d'un coude plongeant.

### **Piscines**

**Art. 36.-** La vidange d'une piscine, d'un bassin d'agrément ou de toute autre installation similaire (spa, jacuzzi, etc.) s'effectue, après arrêt de la chloration pendant 48 heures au moins, dans une canalisation d'eaux claires. Les eaux de lavage des filtres et de nettoyage de la piscine, avec des produits chimiques, sont conduites dans une canalisation d'eaux usées.

L'installation éventuelle d'un dispositif électrolytique (cuivre / argent) de traitement des eaux de piscine, à usage familial, est soumise à l'adjonction d'un prétraitement pour les eaux résiduaires issues du lavage des filtres. Pour ce type de dispositif, un contrat d'entretien est exigé et une copie sera adressée au Département section assainissement industriel.

En tous cas, la construction et l'exploitation d'une piscine s'effectuent conformément aux prescriptions du Département.

### **Contrôle et vidange**

**Art. 37.-** La Municipalité contrôle la construction des installations particulières d'épuration des eaux usées ménagères, tient à jour un répertoire et contrôle que leurs détenteurs soient au bénéfice d'un contrat de vidange avec une entreprise spécialisée.

La Municipalité contrôle également la construction et le bon fonctionnement des installations privées de relevage des eaux usées, qu'elle peut soumettre à l'obligation d'un contrat d'entretien.

La Municipalité contrôle la construction des séparateurs d'hydrocarbures et des séparateurs de graisses. Elle détermine la fréquence des vidanges en collaboration avec l'exploitant et l'entreprise de vidange spécialisée.

La Municipalité signale au Département les cas de construction ou de dysfonctionnement graves des installations et ordonne les mesures propres à remédier à ces défauts.

### **Déversements interdits**

**Art. 38.-** Il est interdit d'introduire des déchets liquides ou solides, même broyés, dans les canalisations ; ceux-ci seront éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Sont notamment concernés :

- les déchets ménagers et de cuisine ;
- les huiles et graisses ;
- les médicaments et déchets médicaux ;
- les litières d'animaux domestiques ;
- les peintures et solvants ;

- les produits et gaz toxiques, infectieux, inflammables, explosifs ou radioactifs ;
- le purin, jus de silo, fumier ;
- les résidus solides de distillation (pulpe, noyaux) ;
- les produits dont les caractéristiques ou les quantités pourraient perturber le fonctionnement des canalisations (sable, lait de ciment, déchets solides d'abattoirs et de boucheries, etc.) ;
- les produits de vidange des dépotoirs, des fosses de décantation, des séparateurs de graisse et d'essence, etc.

#### **Chantiers**

**Art. 39.-** Lors de chantiers, toutes les mesures doivent être prises afin d'éviter une atteinte aux eaux souterraines, aux eaux superficielles ainsi qu'au système d'assainissement et aux sols. La gestion et l'évacuation des eaux de chantier doivent être conformes aux prescriptions du Département.

La Municipalité peut faire effectuer aux frais du propriétaire tout contrôle de la gestion et de l'évacuation des eaux de chantiers et des canalisations publiques. Elle peut prescrire tous travaux de remise en état nécessaire aux frais du propriétaire.

#### **Suppression des installations privées**

**Art. 40.-** Lors du raccordement ultérieur d'un équipement privé à l'équipement public, les installations particulières d'épuration sont mises hors service dans un délai fixé par la Municipalité.

Ces travaux sont exécutés aux frais du propriétaire et ce dernier n'a droit à aucune indemnité.

Les installations de prétraitement doivent être maintenues.

## **VI. TAXES**

#### **Dispositions générales**

**Art. 41.-** Les propriétaires d'immeubles bâtis ou toute surface imperméabilisée de plus de 500 m<sup>2</sup>, raccordés aux installations collectives d'évacuation et d'épuration des eaux, financent l'ensemble des coûts engendrés par la construction, le maintien de la valeur et l'exploitation de ces infrastructures par le biais des taxes suivantes :

- a) d'une **taxe unique** de raccordement aux réseaux d'évacuation des eaux usées et / ou claires (art. 42, 43 et 44 ci-après) ;
- b) d'une **taxe annuelle** d'entretien des canalisations (art.45) ;
- c) d'une **taxe annuelle** d'épuration (art. 46) ;
- d) d'une **taxe annuelle** spéciale, cas échéant (art. 47).

La perception de ces contributions est régie pour le surplus par une annexe qui fait partie intégrante du présent règlement.

#### **Taxe unique de raccordement EU + EC**

**Art. 42.-** Pour tout bâtiment ou ouvrage nouvellement raccordés directement ou indirectement aux canalisations publiques d'eaux usées (EU) et d'eaux claires (EC), il est perçu conformément à l'annexe une taxe unique de raccordement.

Cette taxe est exigible du propriétaire, sous forme d'acompte lors de l'octroi de l'autorisation de raccordement (art. 18 et 19, ci-dessus).

La taxation définitive, acompte déduit, intervient dès le raccordement effectif.

Les piscines sont considérées comme des ouvrages si leur contenance dépasse 10 m<sup>3</sup>.

**Taxe unique de  
raccordement EU ou EC**

**Art. 43.-** Lorsqu'un bâtiment ou un ouvrage nécessite exclusivement d'être raccordé aux canalisations publiques d'eaux claires ou d'eaux usées, la taxe de raccordement prévue à l'article 42 et 44 est réduite aux conditions de l'annexe.

L'article 42, alinéas 2 et 3 sont applicables.

**Réajustement de la  
taxe unique de  
raccordement EU+EC**

**Art. 44.-** En cas de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction d'un bâtiment ou d'un ouvrage déjà raccordé aux canalisations publiques d'eaux usées et / ou claires, la taxe unique de raccordement EU+EC est réajustée aux conditions de l'annexe.

**Taxe annuelle  
d'entretien des  
canalisations**

**Art. 45.-** Pour tout bâtiment ou ouvrage raccordé directement ou indirectement aux canalisations publiques EU et / ou EC, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle de base aux conditions de l'annexe.

Pour toute surface étanche de plus de 500 m<sup>2</sup>, notamment les routes publiques, raccordée directement ou indirectement aux canalisations publiques EC, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle de base aux conditions de l'annexe.

**Taxe annuelle  
d'épuration**

**Art. 46.-** Pour tout bâtiment dont les eaux usées aboutissent directement ou indirectement aux installations collectives d'épuration, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle variable aux conditions de l'annexe.

**Eaux particulièrement  
polluées à épurer**

**Art. 47.-** En cas de pollution particulièrement importante des eaux évacuées, le tarif de la taxe annuelle variable (art. 46) est majoré par un facteur de pollution selon les recommandations concernant le calcul des taxes d'assainissement pour l'industrie et l'artisanat émises par l'association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA).

**Taxe annuelle  
appliquée aux routes  
cantonales hors  
traversée de localité**

**Art. 48 -** Pour toute surface imperméabilisée de route cantonale hors traversée de localité, raccordée directement ou indirectement aux canalisations communales, il est perçu du service en charge des routes une taxe annuelle correspondant à 25% de la taxe instaurée à l'art. 45 du règlement et art. 4 lettre. a de l'annexe.

**Réajustement des  
taxes annuelles**

**Art. 49.-** Les taxes annuelles prévues aux art. 45 à 47 font cas échéant l'objet d'un réajustement aux conditions de l'annexe.

**Exonérations et  
déductions**

**Art. 50.-** Conformément à l'art. 29, les propriétaires de bâtiments, dont les eaux usées ne peuvent pas être dirigées sur les installations collectives d'épuration sans traitement préalable, et qui ont construit à leurs frais une installation particulière conforme aux directives du département, sont exonérés de toute taxe d'épuration, pour autant qu'aucune eau résiduaire ne soit évacuée vers les installations collectives d'épuration.

Des exonérations ou déductions peuvent être admises dans les cas suivants :

- Exonération de la taxe annuelle d'entretien des collecteurs EC en cas d'infiltrations des eaux pluviales avec preuve que le réseau des canalisations d'eaux claires n'est jamais utilisé.
- Déduction sur la taxe annuelle d'épuration en cas de pose d'un compteur séparé pour la quantité d'eau d'arrosage ou d'abreuvement du bétail avec preuve que le réseau des canalisations n'est jamais utilisé. Le propriétaire est tenu d'installer son compteur conformément aux normes professionnelles et en collaboration avec le distributeur d'eau. La pose de compteur supplémentaire devra être faite par un concessionnaire agréé par la municipalité et l'eau passant ainsi par ce compteur ne pourra en aucun cas être rejetée dans les canalisations d'eaux usées. Pour les exploitations agricoles avec bétail qui ne peuvent pas être munies d'un compteur séparé, on déduit 15m<sup>3</sup> par an et par UGB, au prorata de la présence sur le territoire communal, conformément au registre de l'inspection du bétail (excepté bâtiments non alimentés par le réseau d'eau potable public).

## Réductions

**Art. 51.-** Les taxes peuvent être réduites dans les cas suivants :

- Pour les constructions ou aménagements permettant l'infiltration des eaux claires, la Municipalité adapte les taxes de raccordement et d'utilisation perçues du propriétaire au prorata de la surface infiltrée par rapport aux taxes normales mentionnées aux art. 43 à 45.
- Pour les constructions ou aménagements dont les eaux pluviales sont recueillies dans un récipient (notamment citerne, cuve ou bassin) à des fins sanitaires, d'arrosage ou pour un autre usage similaire, la Municipalité peut réduire les taxes de raccordement et d'utilisation de 10% pour une installation de retenue d'au moins 5'000 litres.

La réduction ne peut être prise en compte que pour le futur, à compter du contrôle des équipements concernés par la Municipalité, qu'il incombe au propriétaire de solliciter. Il appartient au propriétaire assujetti d'apporter la preuve du volume retenu de l'installation faite.

## Bâtiments isolés - installations particulières

**Art. 52.-** Lors de la mise hors service d'installations particulières et lorsque aucune taxe de raccordement n'a été perçue, les contributions prévues dans le présent chapitre deviennent applicables au propriétaire.

## Affectation - Comptabilité

**Art. 53.-** Le produit des taxes et émoluments de raccordement est affecté à la couverture des dépenses d'investissement du réseau des canalisations communales EU et EC.

Le produit des taxes annuelles d'entretien est affecté à la couverture des dépenses d'intérêts, d'amortissement et d'entretien du réseau EU et EC.

Le produit des taxes annuelles d'épuration et spéciales est affecté à la couverture des frais qui découlent de l'épuration communale.

Les recettes des taxes et émoluments prélevés au titre de l'évacuation et de l'épuration des eaux doivent figurer, dans la comptabilité communale, dans un décompte des recettes affectées.

**Exigibilité des taxes**      **Art. 54.-** Le propriétaire de l'immeuble au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours est responsable du paiement des taxes prévues aux articles 45 à 47 au moment où elles sont exigées. En cas de vente d'immeuble, ou de location (si celle-ci implique la prise en charge par le locataire de la location du ou des compteurs et la consommation d'eau et, par conséquent des taxes ci-dessus), le relevé peut être demandé à la commune et une facturation intermédiaire effectuée.

## **VII. DISPOSITIONS FINALES ET SANCTIONS**

**Exécution forcée**      **Art. 55.-** Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office, aux frais du responsable, après avertissement.

Ces frais font l'objet d'un recouvrement auprès du responsable ; la Municipalité fixe dans chaque cas le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies de recours. La décision est susceptible de recours auprès du Tribunal Cantonal, Cour de droit administratif et public, conformément à la Loi sur la procédure administrative (LPA).

La décision ou taxe devenue définitive vaut titre exécutoire au sens de l'article 80 de la Loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP).

**Hypothèque légale**      **Art. 56.-** Le paiement des taxes, ainsi que le recouvrement des frais de mesures exécutées d'office en application de l'article 54, sont garantis par une hypothèque légale privilégiée, conformément à l'article 74 de la loi sur la protection des eaux contre la pollution (LPEP) et aux articles 87 et suivants du code de droit privé judiciaire vaudois.

L'hypothèque légale d'un montant supérieur à Fr. 1'000.- est inscrite au registre foncier. La réquisition d'inscription doit être déposée dans un délai d'un an dès la première décision fixant le montant de la créance, ou dès l'échéance si celle-ci est postérieure. En cas de recours, l'hypothèque est inscrite provisoirement sur la base de la décision attaquée.

**Recours**      **Art. 57.-** Les décisions municipales sont susceptibles de recours :

- a) dans les trente jours, au Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, lorsqu'il s'agit de décisions prises en matière technique;
- b) dans les trente jours, à la Commission Communale de recours en matière d'impôts (art. 45 et suivants de la loi cantonale sur les impôts communaux) lorsqu'il s'agit de taxes.

**Infractions**      **Art. 58.-** Toute infraction au présent règlement ou à une décision d'exécution est passible d'amende jusqu'à Fr. 500.-, et Fr. 1000.- en cas de récidive ou d'infraction continue.

La poursuite et le recours s'exercent conformément à la Loi sur les contraventions.

La poursuite selon les lois cantonales ou fédérales est réservée.

**Réserve d'autres mesures**      **Art. 59.-** La poursuite des infractions en matière de protection des eaux contre la pollution est sans préjudice au droit de la commune d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.

En particulier, l'ensemble des frais liés au non-respect des conditions de déversement fixées aux articles 29 et 30 et relatif à l'exploitation et à l'entretien des installations communales ou intercommunales de collecte, d'évacuation et d'épuration des eaux usées sont à la charge des industries ou artisans n'ayant pas respectés lesdites conditions.

**Dispositions finales**      **Art. 60.-** Le présent règlement abroge et remplace le règlement communal sur les égouts du 28 juillet 2020.

**Entrée en vigueur**      **Art. 61.-** La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement et ses annexes après adoption par le conseil général et l'approbation par le Chef du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité. L'article 94, alinéa 2 de la loi du 28 février 1956 sur les communes est réservé.

Adopté par la Municipalité, dans sa séance du 27 mars 2023

Le Syndic  S. Dufour		La Secrétaire  D. Christen
--	--	---

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 26 septembre 2023

La Présidente  M.-C. Petitpierre 		Le Secrétaire  A. Maeder 
---	---	--

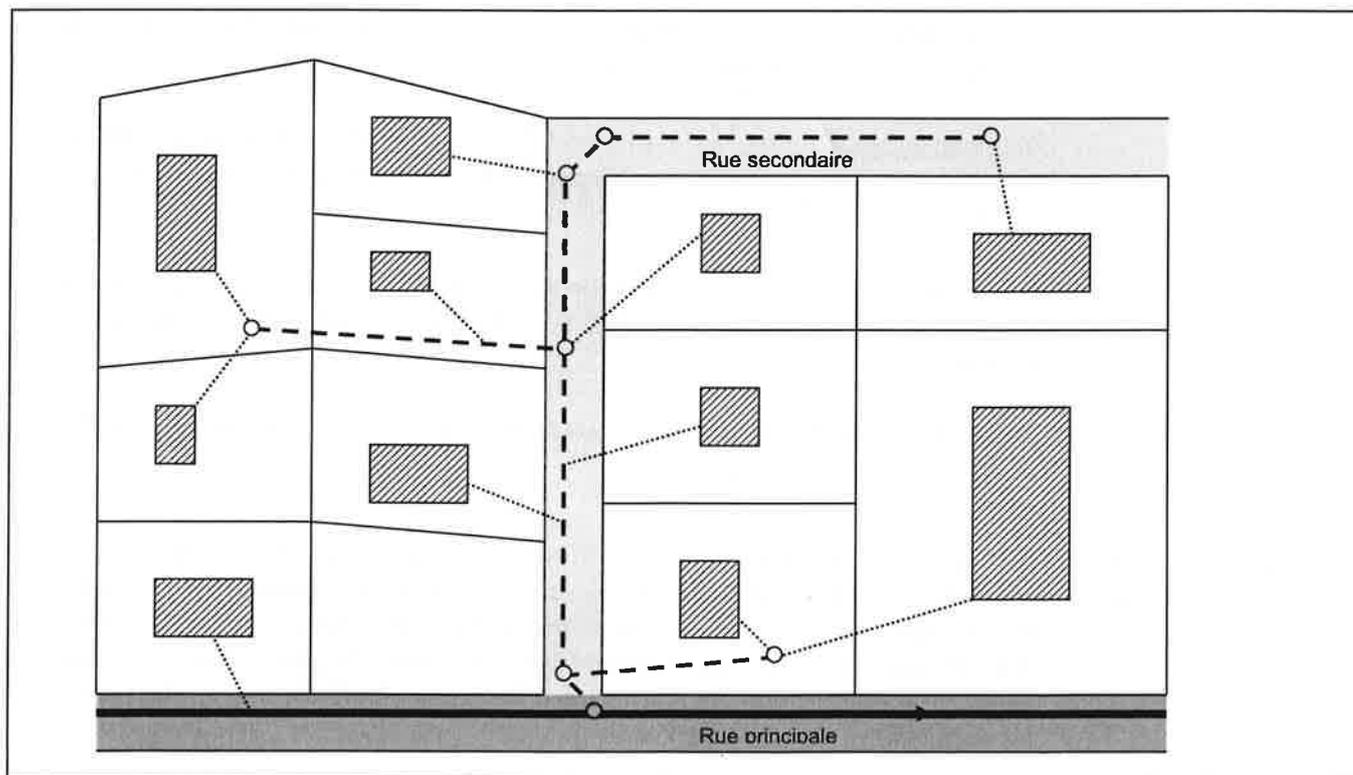
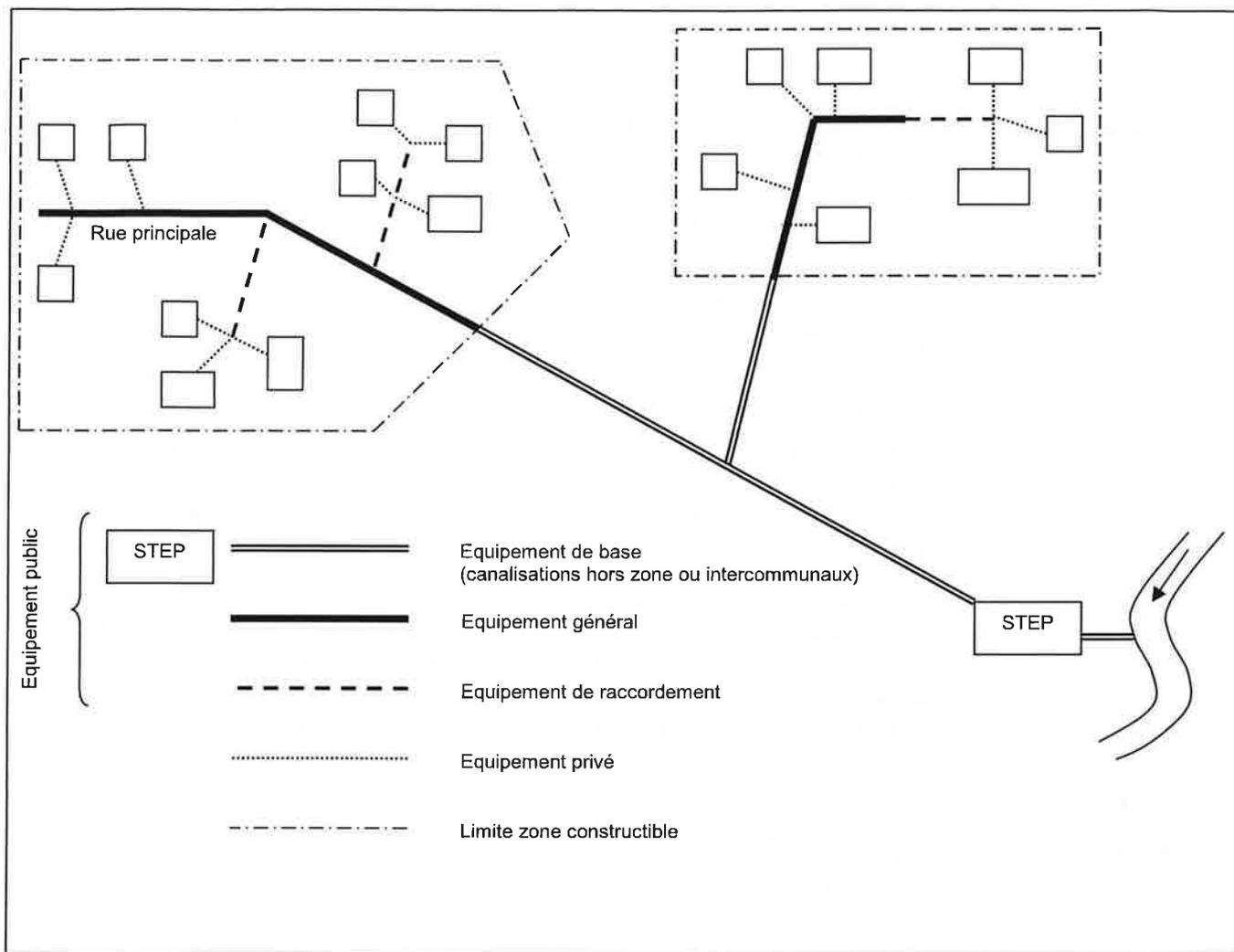
Approuvé par le Chef du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité le

*13 décembre 2023*

Le Chef du Département

	
---	---

## ANNEXE 1 DEFINITION DES EQUIPEMENTS



## ANNEXE 2

### AU REGLEMENT SUR L'EVACUATION ET L'EPURATION DES EAUX

- Champ d'application** **Art. 1.-** La présente annexe règle les conditions d'application des articles 41 à 53 du Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux (ci-après abrégé par règl.). Elle fait partie intégrante dudit règlement et seul le Conseil a le pouvoir d'en modifier la teneur, sous réserve d'approbation du Département de l'environnement et de la sécurité.
- La Municipalité fixe le montant des taxes en regard du plan d'investissement relatif à l'entretien et à la construction des ouvrages d'évacuation des eaux et des coûts d'exploitation et d'entretien des ouvrages d'assainissement (STEP et ouvrages annexes) des eaux.
- La Municipalité est compétente pour fixer le montant de taxes jusqu'à concurrence des maxima définies ci-après. Au-delà de ces maxima, les nouveaux maxima doivent être adoptés par le Conseil général et approuvés par le Chef du Département.
- Elle est aussi compétente pour fixer le taux et le mode de calcul des taxes perçues dans des cas spéciaux, tels que laiterie, café restaurant, artisan, industrie ou agricole. Ces taxes seront fixées de manière à assurer une participation aux frais, équitable et proportionnée au degré de pollution et à la quantité des eaux usées et claires produites dans chaque cas.
- Taxe unique de raccordement EU et/ou EC (art. 42 et 43 du règl.)** **Art. 2.-** En contrepartie du raccordement direct ou indirect d'un bâtiment ou d'un ouvrage dans un collecteur public, il est perçu du propriétaire une taxe unique de raccordement :
- a) pour les eaux usées, au maximum **CHF 20.- par m<sup>2</sup> de surface brute de plancher (SPB)**. La surface brute de plancher est déterminée dans chaque cas par la Municipalité selon la norme SIA n°416.
  - b) pour les eaux claires, au maximum **CHF 8.- par m<sup>2</sup> de surface construite au sol** : la surface déterminante est celle indiquée dans la demande de permis de construire.
- En cas de construction en zone agricole de hangar ou d'extension de hangar existant, la taxe EC est réduite à **CHF 5.- par m<sup>2</sup> de surface construite au sol au maximum**.
- En cas de renonciation au dit permis, la taxe provisoire est restituée sans intérêt.
- Réajustement de la taxe unique (art. 44 du règl.)** **Art. 3.-** Lorsque des travaux de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction ont été entrepris sur un bien-fonds déjà raccordé au système d'assainissement et induisent une augmentation des surfaces prises en compte pour le calcul des taxes de raccordement, il est perçu du propriétaire des taxes de raccordement complémentaires calculées sur la différence des surfaces entre les anciennes et les nouvelles constructions.

Tout bâtiment reconstruit après démolition complète ou partielle d'immeubles préexistants, quelle qu'en soit la cause, est assimilé à un cas de transformation et assujetti aux taxes complémentaires de raccordement. La Municipalité est compétente pour trancher les situations limites.

Le taux pris en compte pour la taxation est celui en vigueur lors du raccordement, compris comme le début de la modification de la sollicitation du système d'assainissement.

**Taxe annuelle  
d'entretien des  
canalisations (art. 45 du  
règl.)**

**Art. 4.- a.** Taxe annuelle d'entretien des canalisations d'eaux claires :

Hormis pour les bâtiments à caractère industriel, agricole ou artisanal, le montant de la taxe d'entretien pour les eaux claires est fixé à **un minimum de CHF 0.20 et au maximum à CHF 1.50 par m<sup>2</sup> de surface construite au sol (SCS) multipliée par un coefficient fixe de 1.5**. Les surfaces construites au sol (SCS) sont calculées par la base des données du Registre foncier. La valeur considérée n'excédera pas la surface RF de la parcelle.

Pour les bâtiments à caractère industriel, agricole ou artisanal, le montant de la taxe d'entretien pour les eaux claires est fixé à **un minimum de CHF 0.20 et au maximum à CHF 1.50 par m<sup>2</sup> de surface construite au sol**, sont calculées sur la base des données du Registre Foncier.

Pour les surfaces étanches de plus de 500 m<sup>2</sup>, la taxe d'entretien pour les eaux claires est fixé à **un minimum de CHF 0.20 et au maximum à CHF 1.50 par m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée**.

**b.** Taxe annuelle d'entretien des canalisations d'eaux usées, constituée d'un forfait par bâtiment raccordé à une canalisation d'eaux polluées et d'un forfait par unité locative.

Elle s'élève à un **minimum de CHF 30.- et à un maximum de CHF 500.- par bâtiment** raccordé à la canalisation d'eaux usées et à un **minimum de CHF 10.- et à un maximum de CHF 200.- par unité locative**.

En l'absence d'unités locatives, 200 m<sup>2</sup> de surface brute de plancher équivalent à une unité locative.

<sup>3</sup>La preuve du non-raccordement aux canalisations publiques de tout ou partie d'une surface imperméabilisée incombe au propriétaire.

**Taxe annuelle  
d'épuration (art. 46 du  
règl.)**

**Art. 5.-** Le montant de la taxe annuelle variable est fixé **au minimum à CHF 1.- et au maximum à CHF 4.- par m<sup>3</sup> d'eau consommée** selon le relevé officiel du compteur.

Pour la consommation d'eau livrée par d'autres fournisseurs que la Commune, provenant de source privée ou par récupération des eaux météoriques, la taxation se fait sur la base d'un compteur d'eau posée par la Commune aux frais du propriétaire ou d'une estimation.

Lorsqu'un bâtiment est alimenté par une source privée, le nombre de m<sup>3</sup> à prendre en compte pour le calcul de la taxe est fixé par la Municipalité sur la base d'estimations. Dans le cas où il s'agit d'une exploitation agricole, un arrangement devra être trouvé entre l'exploitant et la Municipalité.

**Taxe annuelle spéciale (art. 47 du règl.)**      **Art. 6.-** La taxe annuelle spéciale est perçue à l'équivalent-habitant (EH). Son montant est déterminé par la Municipalité en fonction du coût de l'épuration des eaux usées de l'entreprise.

**Taxe annuelle appliquée aux routes cantonales hors traversée de localité (art. 48 du règl.)**      **Art.7.-** La taxe annuelle s'élève à un **minimum de CHF 0.20 et au maximum à CHF 1.50 par m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée.**

**Entrée en vigueur**      **Art. 8-** Les présentes annexes entrent en vigueur aux mêmes conditions que le règlement.

Adopté par la Municipalité, dans sa séance du 27 mars 2023

Le Syndic



S. Dufour



La Secrétaire



D. Christen

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 26 septembre 2023

Le Président

Marie-Christine Petitpierre



La Secrétaire

Alain Maeder



Approuvé par le Chef du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité le

13 décembre 2023

Chef du Département

